

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1 F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. Humanité Rouge :
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNEE N° 97
JEUDI 18 MARS 1971

LE COURANT ANTI-ÉLECTORALISTE GRANDIT POURSUIVONS LA LUTTE DE CLASSE !

La représentation est presque terminée. Les charlatans ont rangé leur attirail jusqu'à la prochaine consultation. Le capitalisme est bien en place. Ces « messieurs » les élus municipaux, fonctionnaires de l'Etat bourgeois fascisant, se chargent de l'aménager au mieux. Certes, ils sont divisés sur les méthodes mais leur but est le même : consolider le pouvoir capitaliste chancelant, étouffer les luttes de la classe ouvrière.

En réalité, tout ce « beau monde » se trompe lourdement ! Qu'il réfléchisse un peu. Que prouvent les élections bourgeoises ?

Le 8 mai 1870, Napoléon III, ce sinistre assassin d'ouvriers, organisait un plébiscite triomphal. Moins d'un an après le peuple de Paris, prolétariat en tête, entreprenait la première révolution prolétarienne de l'Histoire.

Et aujourd'hui, cent ans plus tard, en France ? Plusieurs millions de travailleurs ont refusé la participation électorale. Certains, surtout parmi les jeunes en ne s'inscrivant pas, beaucoup, plus de 34 %, en ne votant pas. Est-ce à cause de la pluie ou du beau temps, comme le prétendent presse et radio bourgeoises ? Ni l'un, ni l'autre !

La raison profonde c'est que le courant anti-électoraliste s'amplifie dans la classe ouvrière et le peuple travailleur. De plus en plus nombreux sont les prolétaires profondément écœurés par les combines électorales et le rôle de masse de manoeuvre que les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. leur font jouer.

Jamais aucune élection sous dictature de la bourgeoisie n'a supprimé, ni même atténué l'intensité de l'exploitation capitaliste.

Jamais aucune élection sous dictature de la bourgeoisie n'a supprimé le chômage massif, ni les offensives du capital contre les grandes masses de la classe ouvrière et des couches non-prolétariennes.

En réalité, pour la classe ouvrière il n'est qu'une voie : la lutte irréductible classe contre classe, dans l'unité à la base et dans l'action comme à Ferodo, Batignolles, Faulquemont, Biarritz-Shoes, Pennaroya. Que la bourgeoisie et ses valets comptent leurs bulletins, la classe ouvrière, elle, continue la lutte de classe !

Pour imposer ses revendications immédiatement :
— 40 h tout de suite sans diminution de salaire !
— Pas de salaire inférieur à 1 000 F !
— La retraite à 60 ans !
— A travail égal salaire égal !

la classe ouvrière, elle, marche sur la trace lumineuse des héroïques Communards pour abattre radicalement l'Etat bourgeois et instaurer sa dictature révolutionnaire, un régime authentiquement démocratique pour le peuple.

PLUS QUE JAMAIS :

A BAS L'ELECTORALISME !
VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !
GLOIRE ETERNELLE AUX HEROIQUES COMMUNARDS !
VIVE LES CENT ANS DE LA COMMUNE !

LA COMMUNE N'EST PAS MORTE! 1871 1971



Affiche réalisée par « l'Humanité Rouge » à l'occasion du Centenaire de la Commune de Paris

LA CLASSE OUVRIERE MARCHE SUR LA TRACE DES COMMUNARDS

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE L'HUMANITÉ ROUGE SERVE LE PROLÉTARIAT ! (5)

SOUTIEN POLITIQUE POSITIF :

Nous avons reçu :

— Une carte pliable avec texte intérieur et recto-verso éditée par nos camarades de Toulouse sous les titres : « Non la glorieuse Commune de Paris n'est pas morte ». Cette carte a pour objet le soutien financier à « L'Humanité Rouge », elle est remise à chaque souscripteur. Le dessin qui figure sur son recto représente un soldat de la Commune, brandissant le drapeau rouge à côté d'un canon et d'un fusil, bayonnette enclenchée. Excellente initiative.

— Une affiche, en sérigraphie rouge sur blanc, sous le titre : « Dénonçons les élections au service de la bourgeoisie », avec caricature montrant la « voie pacifique » et « l'union de la gauche » sous la forme d'une marionnette agitée par un gros capitaliste. Cette affiche, signée « Humanité-Rouge » a été réalisée par nos camarades de Saint-Maur (Région Parisienne). Le texte, juste dans son contenu, nous semble trop long pour une affiche ; mais l'initiative reste positive même si susceptible d'amélioration.

— Des correspondants de Marseille nous ont signalé l'apparition sur les murs du grand port méditerranéen d'une affiche en noir et rouge sur fond blanc signée du « Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France ». Le texte de cette affiche est composé d'une seule phrase : « Au scrutinisme électoral opposons l'abstention révolutionnaire ! » Un dessin de grand format représente un ouvrier et un petit paysan mettant ensemble en déroute représentants du pouvoir et révisionnistes, dont les tireurs de ficelle se dissimulent derrière une urne en criant « Venez voter ! ». Le contenu de cette affiche montre la force de la classe ouvrière unie aux petits paysans, au surplus cette affiche semble apporter la preuve que le Parti Communiste marxiste-léniniste interdit en juin 1968 par le pouvoir de la grande bourgeoisie continue son activité.

— Nos camarades d'Agon ont, pour leur part, édité un tract excellent, intitulé « A bas le cirque des municipales », où sont mises en évidence la duperie de l'électoratisme et la nécessité de la lutte classe contre classe.

— Nos camarades de Dijon, enfin, ont édité un tract intitulé :

« Déjouons la duperie des Elections, Abstention révolutionnaire ! »

— Un autre intitulé : « Vive la lutte contre l'impérialisme international ! »

soutenant la lutte des peuples d'Indochine contre l'impérialisme yankee, celle du peuple Tchadien contre le néo-colonialisme français, dénonçant l'exploitation par les capitalistes des richesses pétrolières de l'Algérie et justifiant la décision algérienne de nationalisation partielle de ces richesses.

Toujours de Dijon, signalons que le n° 3 de « Lycéens en lutte » journal des Comités d'action Lycéens est paru. Du point de vue marxiste-léniniste, son

contenu est politiquement juste à 100 %. Il donne des informations précieuses sur les luttes des lycéens et élèves des CET de Dijon, Montbard, etc... ainsi que des articles clairs et solides, donnant des explications politiques sur les problèmes intéressant la jeunesse lycéenne. Toutes ces informations venues de province attestent du progrès des idées révolutionnaires marxistes-léninistes défendues par l'Humanité-Rouge.

Voilà d'excellentes nouvelles, Camarades !

à travail égal salaire égal

pour les jeunes,
pour les femmes,
pour les travailleurs immigrés !
Vive la dictature du prolétariat !

Lisez "L'Humanité rouge"

— Des « papillons » signés de « L'Humanité-Rouge » apparaissent en divers endroits. Ils sont de 4 sortes, en noir sur blanc, petit format. En 4 textes distincts reprennent différents mots d'ordre revendicatifs de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires, contre les licenciements, pour l'égalité des salaires à travail égal en faveur des

jeunes, des femmes et des immigrés, en les faisant toujours suivre du mot d'ordre : « Vive la dictature du prolétariat ! ».

Un moyen de propagande très apprécié des militants...

(Le papillon nous coûte environ 1 centime, le paiement est facultatif, mais est un soutien à l'H.R.)

LETRE D'UN JEUNE LECTEUR

Chers camarades,

Je vous avais promis dans ma dernière lettre quelques lignes sur la condition ouvrière de ma région, et je regrette sincèrement de n'avoir toujours rien envoyé... Croyez-le ça n'est pas là un signe de désintéressement.

Mais il faut être intransigeant avec soi lorsqu'il s'agit de suivre une voie qui justement demande de l'intransigeance, celle qui mène au socialisme. Je me suis aperçu à quel point, bien qu'étant fils d'ouvrier j'avais été écarté en tant que lycéen, de la classe ouvrière par la bourgeoisie. Et une fois de plus, c'est là la condamnation de l'intellectualisme et de tous ceux, bourgeois et embourgeoisés qui se disent révolutionnaires et communistes... Car ceux-là trompent le peuple en voulant servir ses intérêts. Il est impossible d'expliquer la condi-

tion ouvrière et paysanne si l'on n'est pas totalement lié avec les masses populaires...

J'en suis maintenant totalement conscient... et le plus dur c'est de ne pas quitter cette voie.

Un camarade employé dans une usine de fabrication de tuiles, se joint à moi pour vous envoyer cette modeste somme de 9 F qui sera notre versement de février... Avec toutes nos félicitations pour le 12 pages de cette semaine...

Pourriez-vous aussi nous faire parvenir 2 exemplaires de « Clarté » Organe Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Belgique, et 2 exemplaires de « Nuova Unità » Organe Central du P.C.M.L. d'Italie, ainsi qu'un exemplaire des « Discours à ses électeurs » d'Enver Hodja. Ci-joint 4,50 F.

Salutations les meilleures.
A.M.B.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	
2 travailleurs	47 704,80	F
Un jeune aide-comptable	Ivry	4 F
E.D.	Gannevilliers	11,50 F
Un lecteur pour un « 12 pages »	Lille	10 F
M.B.	Lons-le-Saulnier	100 F
C.D.H.R.	Saint-Nazaire	20 F
Des camarades	Toulouse	40 F
Des amis de Vercors	Sables-d'Olonnes	10 F
(et bravo pour le 12 pages)	Paris	20 F
M.P.	Haute-Marne	4 F
C.D.H.R. Staline	Clarmont-Ferrand	64,57 F
Un marxiste-léniniste allemand	Paris	10 F
R.R. pour la propriété d'un journal indépendant des ressources publicitaires	Grenoble	100 F
Des travailleurs	Angers	10 F
P.L.	Paris 4 ^e	3 F
C.D.H.R.	Paris 20 ^e	90 F
M.H.C.	Aude	15 F
Des camarades	Nancy et banlieue	150 F
Un jeune employé et un jeune lycéen	Var	9 F
Un jeune travailleur	Paris 20 ^e	6 F
C.D.H.R.	Ivry	16,50 F
M.M.	Aube	20 F
Un étudiant d'Assas	Paris	50 F
Un lecteur	L'Haye-les-Roses	10 F
C.D.H.R.	Decazeville	10 F
Un ouvrier métallurgiste marxiste-léniniste	Paris 20 ^e	100 F
Un jeune cheminot	Région parisienne	20 F
J.P.	Paris	10 F
Un travailleur sénégalais	Paris	4 F
C.D.H.R. fac de sciences	Paris	150 F
Un couple pour un « 12 pages » permanent	Bretagne	5 F
Vive la Commune ! J.P. lycéen	Paris 14 ^e	5 F
Un travailleur portugais	Paris	10 F
Un travailleur immigré	Vitry	3 F
Un sympathisant marxiste-léniniste	Paris 19 ^e	30 F
Bony		4 F
Pour H.R., seul journal authentiquement communiste. G.P. frileuse	Le Havre	10 F
Une technicienne de la fac de Sciences	Paris	5 F
2 vieux travailleurs	Paris	1 F
Un dessinateur industriel	Paris 20 ^e	4,60 F
	Total général	48 759,97 F

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Le Secours Rouge fondé jadis par l'Internationale communiste se nommait « Secours Rouge International ». C'était le « S. R.I. ». A nous de savoir respecter et perpétuer sa tradition fondamentale de solidarité internationaliste.

De quelle façon concrète ?

Les travailleurs agricoles gadeloupéens mènent une grève très dure depuis deux mois. Notre journal a appelé à les soutenir financièrement, ce qui vient aussi à une solidarité politique. Mais trop peu encore de nos lecteurs ont répondu à cet appel (1). Il n'est pas trop tard et c'est au titre du Secours Rouge Prolétarien dans l'union la plus large sur la base du soutien aux grévistes que cette campagne doit être développée.

C'est un tel contenu politique juste qui doit distinguer le Secours Rouge Prolétarien.

Mais encore faut-il que se constituent à la base les Comités locaux du « Secours Rouge prolétarien de masse » !

Partout où la répression patronale et de l'Etat monopoliste frappe les travailleurs français ou immigrés, par des licenciements, des expulsions, etc., partout où le Capital commet ses crimes, que nos camarades, amis et sympathisants organisent une solidarité de masse : la classe ouvrière et les travailleurs répondront !

(1) Pour l'instant la somme que nous avons pu transmettre à l'A.G.E.G. s'élève à 1 200 F.

LES CADRES DIRIGEANTS DOIVENT ELEVER LEUR CONSCIENCE QUANT A LA LUTTE ENTRE LES DEUX LIGNES

Sous ce titre, le n° 9 de « Pékin-Information » publie un important article du camarade Houa Tse-tsiuan. Ce militant est secrétaire du Comité du Parti communiste chinois d'un district de la province du Kiangsou.

L'intérêt de son étude réside dans le fait que Houa Tse-tsiuan, occupant avant la grande Révolution Culturelle Prolétarienne la fonction qu'il a de nouveau aujourd'hui, avait appliqué la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi. Il relate de manière vivante comment, en le critiquant, les larges masses populaires l'ont aidé à refondre sa conception du monde et à élever sa conscience quant à la lutte entre les deux lignes.

Commandez-nous ce n° 9 de « Pékin-Information » ou procurez-vous le directement à la « Librairie le Phénix », 72, boulevard de Sébastopol, Paris (3^e).

Où, mieux encore, abonnez-vous à « Pékin-Information » (1 an : 14 F ; 2 ans : 21 F ; 3 ans : 28 F) par les mêmes voies.

UNE FORMULE D'ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens politiquement « L'Humanité Rouge » dans son combat idéologique et politique en souscrivant un abonnement.

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	20 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	40 F
	1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F.

Règlement au C.G.P. « L'Humanité Rouge » 30 228-72 La Source ou par timbres.

NORD : A BAS LES LICENCIEMENTS!

1) Usinor-Denain

Il y a une dizaine d'années, 11 000 ouvriers y travaillaient. Aujourd'hui moins de 8 000; ça concentre et ce n'est pas fini. La production et les bénéfices se portent de mieux en mieux.

Le nouveau canal du Nord qui relie l'usine au port de Dunkerque : deux péniches par jour de 3 000 tonnes apportent le coke polonais ! Pourquoi le canal n'est-il pas prolongé jusqu'à la Lorraine ? Bizarre ! C'est sans doute pas rentable !

— La ligne de cisailage des tôles a été revendue à une entreprise privée ainsi que les bâtiments. Directeur de cette affaire : le fils du P.D.G. d'Usinor, un nommé Borgeaud ! Il faut bien caser la famille ! Merci papa !

— Certains ateliers de Denain sont réimplantés à Escaudain tout près des hauts-fourneaux.

— Le projet du four géant à coulée continue coulera les cinq hauts-fourneaux actuels. Usinor-Dunkerque « pilote » donnera un bon coup de main à la récession d'Usinor-Denain ! En cas de coup dur, de grèves et autres mauvais coups des ouvriers on pourra appeler par exemple les « copains » américains et dans le pire des cas se sauver plus vite avec... le porte-feuille !!!

— D'ores et déjà, on encourage les ouvriers d'Usinor-Denain à se reconverter à Dunkerque. S'ils veulent visiter, le patron paie la journée, le transport et la cantine !!! C'est bien drôle un pareil cadeau !

— Certaines mauvaises langues disent qu'Usinor fait venir du charbon d'Allemagne à cause de certains actionnaires allemands de cette société. Selon les mêmes, il détiendrait une part de capital de son voisin : Fives-Lille Caillat à Denain !

2) Fives-Lille Caillat (Denain)

employait autrefois 8 000 ouvriers. Aujourd'hui, 2 000 font le même travail avec plus de rendement. Résultat : la production et les bénéfices ont augmenté. Les ouvriers y sont de plus en plus exploités ! C'est une usine bien connue d'une part pour la férocité de son patron qui

licencie tous les « revendicatifs » l'un après l'autre, et d'autre part comme ayant été le plus célèbre *bastion rouge du coin*. Les soi-disant fortes cellules d'entreprise du P. « C. » F. ne font rien, ce qui ne nous surprend pas.

3) La sucrerie et la mine de Denain

sont fermées depuis quelques années.

4) Air-Liquide (Denain)

emploie 170 ouvriers dont 50 chauffeurs de camions. 7 ouvriers suffisent à faire tourner le dimanche cette usine automatisée.

— Une usine de la même boîte existait à Escaupont (Nord) : elle a fermé !

— L'usine-mère est à Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis).

— Air-Liquide à Dunkerque est construite face à la mer. Les ouvriers travaillent en plein air, aux intempéries !

Les bâtiments coûteraient sans doute trop cher : la santé des ouvriers ne compte pas !

5) Les Houillères

— Fosse Shneider (Lourches) a été fermée après avoir été entièrement modernisée ! A Saint-Marq, le matériel a été démonté. Pour la fosse Agache, tout sera laissé en plan : le kg de ferraille ne vaut pas cher. Cette fosse va fermer.

— Pour l'instant, les Houillères paient un équipement complet à un mineur débutant. Un vieux doit se payer tous les ans 3 paires de chaussures spéciales. On retient sur la quinzaine un peu chaque fois. Les Houillères paient seulement une ceinture-barrette pour la lampe, une par an.

Partout, on concentre et on ferme sur les ordres des capitalistes, de l'Etat de Pompidou. Les ouvriers sont de plus en plus exploités. Une poignée d'exploiteurs s'enrichit sur notre dos.

Nous ne voulons plus de patrons. Vive la dictature du prolétariat !

Des travailleurs du Nord.

LES TRAVAILLEUSES FACE AU CAPITAL (2)

L'indifférence de beaucoup de femmes à l'égard de leur travail et leur faible participation à la vie syndicale (mais non aux luttes) est un autre sujet sur lequel patrons et pontes syndicaux — frères siamois de la collaboration de classes — s'accordent pour adopter une attitude paternaliste et méprisante à l'égard de la travailleuse.

POURQUOI LE CHIEN AIMERAIT-IL SA CHAÎNE ?

Mais, ouvrière confinée aux travaux sans intérêt et épuisants, sans espoir d'acquiescer une qualification professionnelle, employée et vendeuse vouée à demeurer jusqu'à la vieillesse au bas de l'échelle des rémunérations, technicienne maintenue dans des emplois subalternes alors que ses collègues masculins, pas plus doués qu'elle, ont droit aux promotions, pourquoi la travailleuse se passionnerait-elle pour ses tâches ?

Et pourquoi chercherait-elle à militer dans des organisations politiques ou syndicales révisionnistes ou réformistes qui ne s'intéressent pas à ses problèmes, s'accommodent si bien des discriminations qui les frappent et ne savent que lui préparer de temps à autres un cahier de « revendications » signolé et octroyé par les états-majors confédéraux sans la moindre participation des intéressées ?

ABOLIR LA DISCRIMINATION... OU LA RENFORCER...

« Selon nous (l'égalité entre l'homme et la femme) ne peut se concevoir, sous peine de tomber dans une perception étroite, féministe de l'égalité, sans tenir compte à tout moment, du rôle éminemment social que tiennent les femmes dans la société. Le double rôle social que les mères de famille qui travaillent accomplissent dans les conditions actuelles... doit leur donner des droits particuliers. »

Qui parle ainsi ? Christianne Gilles, secrétaire de la C.G.T., devant la 4^e Conférence nationale des travailleuses (Issy-les-Moulineaux, 26 et 27 mars 1970).

Bien que l'enquête, pourtant très orientée, menée par le magazine *Antoinette*, ait révélé l'hostilité de nombreuses travailleuses à l'institutionnalisation de la double journée par

le biais de l'octroi de « droits spéciaux » aux mères, la C.G.T. se cramponne à ce point de son programme. Or certains de ces points se retourneraient inévitablement contre leurs prétendues bénéficiaires.

Ainsi l'octroi de jours de congé supplémentaires pour les mères de famille donnerait un argument aux patrons pour accroître la discrimination professionnelle entre hommes et femmes et un argument à l'Etat pour réduire encore ses projets ridiculement faibles en matière d'équipements sociaux. Disons aussi que cela n'inciterait pas les travailleurs à partager avec leurs compagnes les « mesquines et ennuyeuses » tâches ménagères. Il y a bien assez de vieilles coutumes pour flatter l'égoïsme masculin. N'y ajoutons pas de faux droits qui ne seraient que de nouvelles chaînes.

Ainsi la retraite à 55 ans pour les femmes seulement, alors que les hommes devraient continuer à travailler jusqu'à 60 ans, n'est pas une revendication unificatrice. Dans la fonction publique, en particulier, où l'avancement s'obtient essentiellement par ancienneté, une telle mesure reviendrait à réserver encore un peu plus les emplois supérieurs aux hommes... Et comment croire que le montant de la retraite serait le même avec cinq annuités de versement en moins ?

En vérité, en régime capitaliste, la soi-disant reconnaissance du rôle spécifique de la femme aboutit à perpétuer son infériorité professionnelle et sociale et non à la libérer.

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE VERS LE MEME BUT

Seul le socialisme libérera pleinement la femme de ses chaînes millénaires. Mais le chemin de la révolution socialiste sera plus court, plus facile si travailleurs et travailleuses marchent ensemble, d'un même pas.

Ceux qui s'efforcent de redonner vigueur aux vieilles mœurs et coutumes en les habillant d'oripeaux nouveaux sont des réactionnaires et doivent être combattus comme tels.

A bas les discriminations frappant les travailleuses.

Hommes, femmes, une seule classe ouvrière, un seul combat.

Hugues DEGENOST

GAP (Hautes-Alpes) :

LE CHOMAGE S'ETEND

La plus grande usine de la région gapençaise, Nestlé, doit fermer ses portes d'ici la fin de l'année. Déjà les licenciements commencent.

Cette usine (les usines sont rares dans la région) est implantée à Gap depuis 1929 et emploie plus de 180 ouvriers sans compter les saisonniers.

Plus de 100 000 litres de lait par jour sont traités dans cette usine, sans compter les à-côtés (beurre, chocolat, nescafé, etc.) qui petit à petit disparaissent.

Les patrons toujours affamés de profits prétextent la non-rentabilité de l'usine. Pourtant les heures supplémentaires et les employés sous contrat de trois mois ne le prouvent guère.

Nestlé propose avec son grand cœur cynique un reclassement aux ouvriers à Dieppe à plus de 1 000 km du lieu où ils ont vécu depuis toujours.

Nestlé est à l'origine de la création de la caisse régionale de Crédit agricole. Il achetait 5 000 tonnes de char-

bon par an au bassin houiller de la Mure, assurait à lui seul la moitié du trafic marchandises S.N.C.F. de la gare de Gap. Il est facile de constater les conséquences économiques et sociales que cette fermeture va occasionner sur la paysannerie, les commerçants, les ouvriers. Ruine pour les uns, chômage pour les autres.

Les travailleurs ne sont pas dupes.

Mercredi 24 février, une manifestation a eu lieu à l'appel des syndicats C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.I.D.-U.N.A.T.I. et le M.O.D.E.F. Dans le silence le plus complet, 3 000 personnes ont manifesté, après avoir assisté à un meeting. La marche silencieuse, dont il ne manquait qu'un cercueil, tant elle ressemblait à un enterrement, s'est retrouvée devant la préfecture, où le préfet a reçu les délégués syndicaux. Ceux-ci ont remis au préfet (serait-il neutre ? cet agent du capitalisme monopoliste d'Etat !) une motion et sont partis la conscience tranquille.

Une fois de plus la collaboration de classe a conduit les travailleurs dans une impasse.

Mais les ouvriers, eux, plus conscients, comprennent les trahisons successives des dirigeants syndicalistes.

A 17 heures, Gap était une ville morte. La presque totalité des commerçants ont fermé boutique. Des débrayages ont eu lieu partout.

La classe ouvrière gapençaise est solidaire face à l'ennemi.

Une seule voie : l'unité à la base et dans l'action et mener la lutte classe contre classe.

Vive la dictature du prolétariat.

C.D.H.R. Port Marseille

ANGLET :

USINE BIARRITZ-SHOES

La lutte continue

Les ouvriers licenciés de Biarritz-Shoes continuent l'occupation de l'usine. Les directions syndicales révisionnistes et réformistes, freinent de toutes leurs forces le développement et la radicalisation du mouvement ; elles se cantonnent à envoyer des télégrammes « exigeant des négociations immédiates pour la reprise d'activité de l'entreprise et solution au problème de l'emploi » ; à Pompidou, le banquier et à Chaban-Delmas le général ?

Les travailleurs savent par expérience que ce n'est pas là, que l'on trouvera la solution, puisque le capitalisme est la cause du chômage.

La Base pousse de plus en plus fortement, vendredi 7 plus de 2 000 manifestants ont parcouru les rues de Bayonne. Au cours de la manifestation, de jeunes ouvriers ont envahi le P.C. de la sonorisation qui fonctionnait à l'occasion de la quinzaine commerciale de Bayonne. Ils se sont saisis du micro pour lancer un appel à la solidarité à toute la population, répercuté par les haut-parleurs installés dans la ville.

Les bonzes syndicaux disloquèrent la manifestation devant la sous-préfecture, afin d'éviter toute violence !

Poursuivons notre combat Classe contre Classe !

Popularisons cette Juste Lutte !

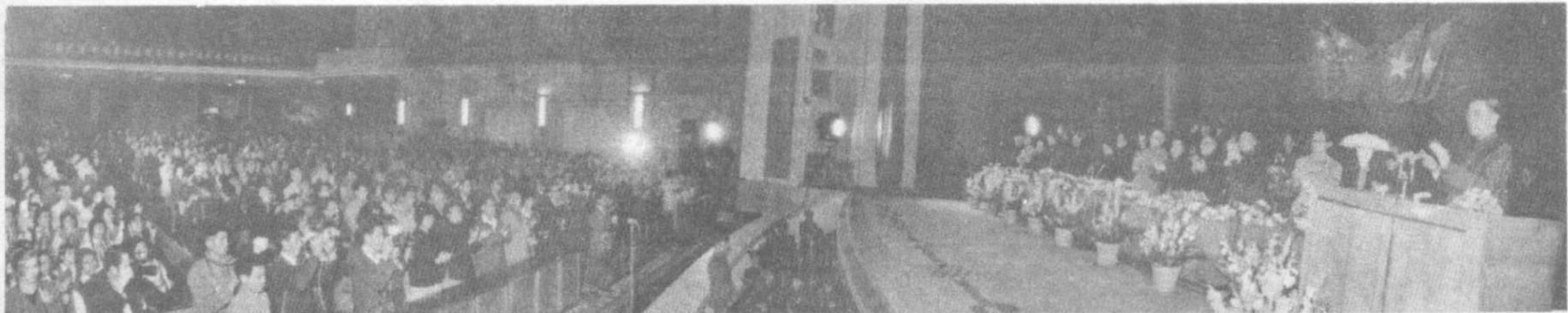
Correspondant H.R.

RECTIFICATIF

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES : 8 mars et non 8 mai

Une grossière erreur a été faite dans notre dernier n° 96 en surtitre de l'article marquant la journée internationale des femmes, intitulé « Les travailleuses face au capital ». Cette journée a lieu chaque année le 8 mars et non le 8 mai comme cela était écrit. Nous pensons que nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

Vive l'amitié révolutionnaire des peuples chinois — et vietnamien —



Hanoï : le discours du camarade Chou En-laï a été très chaleureusement applaudi par des représentants de l'héroïque peuple vietnamien.

« Nos deux pays sont des voisins étroitement liés comme les lèvres et les dents. Nos deux peuples sont des frères partageant joies et épreuves. Le peuple frère du Sud-Vietnam, le peuple frère du Vietnam tout entier peut être assuré que sa lutte est la nôtre. Les 700 millions de Chinois sont le plus puissant soutien du peuple vietnamien, et les vastes étendues du territoire chinois son arrière sûr. » (Mao Tsé toung).

Au moment où l'impérialisme américain intensifie partout sa folle agression contre les peuples indo-chinois, essuyant partout défaite sur défaite, Hanoï en fête vient d'accueillir une visite historique. Le Premier ministre, Chou En Laï, conduisant une très importante délégation de 32 membres du Parti et du gouvernement de la République Populaire de Chine, répondant à l'invitation du Parti des Travailleurs du Vietnam et du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam vient d'effectuer une visite amicale de quatre jours en République Démocratique du Vietnam. L'accueil extrêmement chaleureux du peuple vietnamien a été à la hauteur de l'importance des entretiens des deux délégations qui ont porté, notamment, sur la situation actuelle en Indochine, caractérisée par l'aventurisme criminel des impérialistes yankees qui cherchent à élargir de plus belle leur guerre d'agression. Mais les peuples d'Indochine ne courbent pas la tête et partout l'impérialisme yankee se trouve pris au piège de la guerre du peuple. La venue à Hanoï de la délégation chinoise a réaffirmé très solennellement que le peuple vietnamien et les peuples lao et khmer n'étaient pas seuls dans leur combat contre l'impérialisme yankee, ennemi numéro un des peuples du monde : la Chine Rouge se tient fermement à leurs côtés. Ils peuvent compter sur son amitié fraternelle, sa solidarité militante et son soutien indéfectible. C'est ce qu'a réaffirmé le Premier ministre Chou En Laï, répondant à l'allocution de bienvenue du Premier ministre Pham Van Dong :

« Le vaillant peuple vietnamien est en train de poursuivre la grande guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national. En faisant rayonner l'esprit révolutionnaire d'être « déterminés à combattre et à vaincre », esprit préconisé par le grand dirigeant du peuple vietnamien, le président Ho Chi Minh, et en vous battant avec bravoure, vous avez remporté d'éclatantes victoires dans la cause sacrée de la libération du Sud, de la défense du Nord et de l'édification socialiste. Le peuple chinois est fier d'avoir des compa-

gnons d'armes tels que vous êtes et se sent vivement réjoui et encouragé par vos victoires.

La Chine et le Vietnam, liés par des montagnes et des rivières, sont étroitement solidaires l'un de l'autre. Il existe une amitié révolutionnaire traditionnelle entre nos deux peuples qui, de tout temps, ont partagé le même sort et se sont prêtés aide et soutien dans la longue lutte contre les ennemis communs, l'impérialisme et le colonialisme.

Fidèle aux enseignements du président Mao, le peuple chinois soutient fermement le peuple vietnamien dans sa guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national, et ce jusqu'à la victoire totale. »

Partout pendant ces quatre jours, que ce soit durant la visite par la délégation chinoise de l'usine textile « 8 mars » à Hanoï, celle d'une unité de la D.C.A. de la force aérienne de l'Armée populaire du Nord-Vietnam, ou les nombreuses et chaleureuses manifestations officielles, cette indéfectible amitié des peuples chinois et vietnamien fut réaffirmée avec force et célébrée dans l'allégresse et l'enthousiasme.

Elle a été scellée par le très important communiqué commun publié à l'issue du séjour de la délégation chinoise qui réaffirme la solidarité combattante des deux peuples chinois et vietnamien et leur ferme résolution de lutter contre l'ennemi commun des peuples du monde, dont témoignent les extraits ci-joints :

« ... Le gouvernement et le peuple chinois appuient fermement la déclaration du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en date du 10 février 1971 et celle de l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Viet-Nam en date du 4 mars 1971, par lesquelles ils condamnent énergiquement l'impérialisme américain pour avoir étendu sa guerre d'agression en Indochine. La partie chinoise tient à affirmer ce qui suit : soutenir et aider le peuple vietnamien et les autres peuples indo-chinois dans leur guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national, c'est un principe directeur, ferme et immuable, du Parti Communiste Chinois et du gouvernement de Chine, c'est un devoir internationaliste impératif qui incombe au peuple chinois. Celui-ci ne permettra en aucun cas à l'impérialisme américain de faire sans scrupule ce qu'il voudra en Indochine. Si l'impérialisme américain poursuit sa voie dans l'extension de la guerre d'agression en Indochine, le peuple chinois aura la résolution de prendre toutes les mesures qui s'imposent, et même n'hésitera pas à consentir les plus grands sacrifices

nationaux pour soutenir et aider de toutes ses forces le peuple vietnamien et les autres peuples indo-chinois dans la poursuite de leur combat jusqu'à la victoire totale sur les agresseurs américains... »

« ... Le peuple vietnamien n'oubliera jamais le soutien enthousiaste et énergique ainsi que l'aide puissante et efficace que le Parti Communiste Chinois, le gouvernement et le peuple frère chinois, inspirés par le noble esprit internationaliste prolétarien, lui ont apportés aussi bien dans la longue lutte révolutionnaire qu'il a menée à l'époque contre l'impérialisme, pour l'indépendance nationale, que dans la présente guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national, et dans l'édification socialiste. La déclaration faite le 20 mai 1970 par le respecté et bien-aimé président Mao Tsé toung a grandement encouragé le peuple vietnamien à avancer vaillamment, épaulé contre épaulé avec les peuples lao et cambodgien, pour triompher totalement des gangsters agresseurs américains... »

« ... Les deux parties soulignent avec une vive satisfaction que l'amitié révolutionnaire et l'unité militante scellées entre les partis, les gouvernements et les peuples de Chine et du Vietnam au cours de la longue lutte commune contre l'agression impérialiste, se sont consolidées et développées sans cesse. Forgées personnellement par le grand dirigeant du peuple chinois, le président Mao, et le grand dirigeant du peuple vietnamien, le président Ho, cette amitié et cette unité reposent sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien et ont soutenu une longue épreuve : elles sont indestructibles. »

Salut à l'héroïque peuple vietnamien !

Les trois peuples indo-chinois vaincront !

Vive l'amitié fraternelle et la solidarité militante des peuples chinois et vietnamien !

Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais !

LE NEO-COLONIALISME PETROLIER JOUE ET PERD

L'accord pétrolier signé à Téhéran entre le cartel des grandes compagnies pétrolières et les pays producteurs du Golfe Persique, constituait, écrivions-nous il y a 3 semaines, un premier et important succès de ces pays sur les capitalistes du pétrole et leur protecteur l'impérialisme yankee.

Mais la décision du gouvernement algérien de prendre en mains le contrôle des compagnies étrangères opérant en Algérie, et de nationaliser les gisements de gaz et le réseau d'oléoducs, annoncée le 25 février, se situe sur un plan qualitativement différent.

En effet, les Etats du Golfe Persique se bornaient à négocier une majoration (importante, il est vrai) des redevances versées par les compagnies, sans remettre en cause le pouvoir de celles-ci, et se liant même les mains envers elles pour une durée de cinq ans.

L'Algérie, elle, en s'assurant 51 % des actions des Compagnies opérant sur son territoire, réduit à bien peu de choses l'empire pétrolier gaullo-pompidolien, et impose sa souveraineté aux capitalistes de la CFP et d'Elf-Erap.

Les cris d'écorché poussés par la presse du capital devant cette juste décision algérienne nous obligent à rappeler certaines données du problème « opportunément » passées sous silence par ces messieurs de l'Aurore, de Minute, du Figaro et tutti quanti.

L'accord pétrolier franco-algérien de 1965 prévoyait un réajustement en 1969. Confiant dans sa force l'impérialisme français crut pouvoir faire litière de ses engagements. Le gouvernement algérien, devant cette situation releva donc unilatéralement le taux de fiscalité pétrolière (en juillet 1970).

Alors, le loup se faisant agneau, Pompi-

dou s'entremet pour que cette mesure soit différée. Le gouvernement algérien acquiesça, à condition que s'ouvrent immédiatement des pourparlers portant sur l'ensemble du problème pétrolier.

Mais les représentants français, agissant sur instructions, continuèrent à « jouer la touche »...

Dans le même temps, le gouvernement français agissait. Après que 130 ans de colonialisme aient fait de l'Algérie (pays musulman où la consommation de l'alcool est quasi nulle) un pays exportateur de vin, les capitalistes français utilisèrent leurs importations de vin algérien comme un moyen de pression sur l'Algérie devenue indépendante.

Après leurs déboires pétroliers, ces mêmes capitalistes réduisirent massivement leurs importations, puis, intervinrent auprès des pays du marché commun pour qu'ils réduisent ou stoppent si possible leurs importations. Le but poursuivi était de déséquilibrer la balance commerciale algérienne, selon les « meilleures » traditions impérialistes. Dans le même temps, les gouvernants réactionnaires de certains pays producteurs, tels l'Iran, laissaient clairement entendre qu'ils étaient prêts à se substituer au fournisseur algérien, s'il présentait des « exigences déraisonnables ».

Les dirigeants algériens ont répondu à ces pratiques néo-colonialistes d'encercllement et d'intimidation de la manière que l'on sait.

Les manitous pétroliers sont sidérés : ces arabes ont osé leur riposter du tac au tac !

Autre tarte à la crème de la presse néo-colonialiste, les fameuses « relations privilégiées » qui existaient entre la France et l'Algérie.

(Suite page 7)

Ordre nouveau = Ordure nazie

U.D.R. instigatrice !

En procédant à des perquisitions et arrestations, le pouvoir essaie de se faire passer pour opposé aussi bien à l'extrémisme « de droite » que « de gauche ». C'est en réalité une savante imposture, destinée à camoufler le rôle dirigeant joué par l'U.D.R., parti du gouvernement, dans le processus de fascisation en cours depuis juin 1968.

En acceptant et en protégeant la tenue d'un meeting nazi en plein Paris, Chaban et ses ministres ont assumé la responsabilité entière de la monstrueuse provocation ourdie la semaine dernière contre le peuple de France.

Et qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il s'agit seulement de manœuvres électorales ; cela va en réalité beaucoup plus loin, et c'est tellement certain et évident que certains gauchistes « de gauche », libéraux bourgeois, mais nullement fascistes, s'en indignent publiquement et protestent. La bourgeoisie est divisée sur les formes et moyens de surmonter la crise du capitalisme français, mais sa fraction fascisante est en pointe, avec ses proclamations ouvertes (Tommasini) ou ses provocations plus ou moins dissimulées destinées à « intoxiquer » l'opinion publique.

Aucune raison ne saurait expliquer la tolérance accordée à des nazis de tenir en plein Paris un meeting salué de bras tendus et animé de slogans et hymnes fascistes. La seule raison, c'est la complicité du pouvoir qui, de plus en plus, veut impressionner le peuple par le chantage du recours à la « dictature terroriste ouverte », s'il ne se plie pas à la politique de surexploitation et d'oppression capitaliste monopoliste.

Certains limitent à Marcellin la responsabilité des événements du Palais des Sports. Mais là n'est pas la vérité. Nous n'avons pas pour habitude de dédouaner le ministre de l'Intérieur, patron de la répression. Certes, il est bien « dans le coup » et « jusqu'au cou », mais il serait grave de penser qu'il a agi seul en l'occurrence. Tout ce qui s'est passé avait l'accord de Pompidou et du Conseil des ministres. Chaque semaine apporte un nouveau pas en avant dans le processus de fascisation, insidieux, zigzagant, reculant pour mieux avancer, mettant en œuvre toutes les ressources et expériences de la bourgeoisie qui s'oppose de plus en plus depuis 1968 et s'opposera jusqu'au bout au mouvement révolutionnaire de masse.

La lutte de classes s'aiguise sans cesse.

Dans de telles conditions, l'attitude des dirigeants du Parti « communiste » français constitue un soutien cynique indirect, mais non moins réel, au développement de la fascisation. Elle renouvelle à quarante ans de distance la tactique capitulationniste des sociaux-démocrates allemands en face des entreprises d'Hitler, qui fut jouée comme une carte majeure par le capital monopoliste allemand. Il suffit de lire l'Humanité pour s'en rendre compte.

Comme en 1968, ses articles prennent pour cible principale les « gauchistes ». Ainsi sont présentés comme « provocateurs » les 5 000 à 7 000 jeunes ouvriers et étudiants, et aussi les vieux militants antifascistes qui se sont dressés, avec quel courage, face à la monstrueuse bête immonde. Quelle honte et quelle trahison que cette ignoble assertion dans les colonnes du journal de Gabriel Péri, Pierre Semard et Guy Mocquet !

Si nos 75 000 camarades assassinés par les nazis, si nos aînés les F.T.P. tués au combat pouvaient sortir de leurs tombes, ils vous cloueraient au pilori devant les masses et vous seriez voués à une honte ineffaçable, celle que l'on imprime aux traîtres ! Vous faites le lit du fascisme et vous trompez vos militants !

Ce mardi soir 9 mars au Palais des Sports, les seuls provocateurs, ce furent ensemble les fascistes d'Ordre nouveau et ceux qui ont ordonné à la police de les protéger, c'est-à-dire le gouvernement des banquiers, généraux et autres commis du grand capital !

Par contre, la jeunesse parisienne, toujours aussi résolue qu'en 1968, a honoré le peuple de France en se portant aux premiers rangs contre les néo-nazis et leurs commanditaires.

Gauchiste ? Sans doute, lorsque certains de ses groupes agissent en ordres dispersés sous forme de commandos ne représentant que des minorités coupées du peuple.

Mais ce n'était nullement le cas ce soir-là, la contre-manifestation eut un caractère de masse.

Les sarcasmes et accusations ignominieuses des Marchais et Cie contre les « gauchistes » ne servent en fait que le pouvoir et son processus de répression-fascisation. Au surplus, elles ne peuvent que renforcer le courant gauchiste, car elles n'avancent aucune autre ligne que celle de la capitulation devant l'ennemi de classe.

La contre-manifestation antifasciste de l'autre soir n'était nullement le fait de quelque « minorité agissante », elle n'avait aucun caractère aventuriste et répondait à l'intérêt du peuple. Les camarades ouvriers qui s'y étaient rendus spontanément, même s'ils restaient encore peu nombreux par rapport aux étudiants, y

avaient leur place aux premiers rangs et nous nous félicitons de leur présence.

Ceux d'entre nous qui ont vécu les heures de lutte violente contre les fascistes attaquant les sièges du P.« C. »F. en 1956 à l'époque des événements de Budapest, savent bien que 5 000 militants au combat, dans la rue, c'est une avant-garde indiscutable de la volonté de plusieurs centaines de milliers d'antifascistes.

L'appel de « l'Humanité Rouge » « Tous debout contre la fascisation ! » paru à la veille du meeting d'Ordre Nouveau, est un appel à l'union et à l'action. Il va à l'encontre des trahisons et basses manœuvres des sociaux-démocrates bourgeois qui ont usurpé la direction du P.« C. »F. Il s'adresse au peuple de France, classe ouvrière en tête, et l'invite à déjouer le processus de fascisation. Il concerne aussi directement la jeunesse qui renoue chaque jour davantage avec les meilleures traditions de lutte.

Il s'adresse aux militants de base et aux sympathisants du P.« C. »F., aux anciens résistants, aux anciennes victimes du nazisme, il les appelle à ouvrir leurs yeux, à prendre conscience, à s'unir dans le combat contre les provocateurs fascistes de l'U.D.R. et leurs appendices C.D.R., S.A.C., S.A.T. et Cie, et des groupes nazis que certains de ses dirigeants organisent et protègent.

Ne perdons pas une minute !

Que se développent la propagande et l'action résolue partout contre la fascisation, sous la direction de la classe ouvrière et de l'idéologie prolétarienne !

Ordre Nouveau, ordure nazie !

U.D.R. instigatrice !

Ecrasons la vermine fasciste !

Arnold TAX

CLERMONT-FERRAND :

NE LAISSONS PAS LE RÉGIME EXPULSER NOS CAMARADES ÉTRANGERS

En octobre 70, deux ouvriers algériens qui protestaient contre le patron d'un café qui refusait de leur servir à boire sont arrêtés. Ils sont condamnés, l'un à 10 mois de prison ferme, l'autre à 5 mois fermes et 5 mois avec sursis. L'un d'entre eux, Heridi Messaoud est maintenant menacé d'expulsion du territoire français.

En février 71, le président de la section de Clermont-Ferrand de la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.), au cours d'une réception de la municipalité, donne lecture d'un message de son organisation dénonçant le racisme, les mauvaises conditions de vie des étudiants africains en France, mais surtout l'exploitation des peuples africains et le pillage des richesses africaines auquel se livre l'impérialisme français (voir H.-R. n° 96). Dès le lendemain, la préfecture l'avertissait qu'il était l'objet d'une mesure d'expulsion.

Ces deux tentatives d'expulsion scandaleuses sont liées et dépendent d'une même politique répressive et anti-populaire. Il faut riposter.

Est-ce que les flics mettent les patrons en prison, qui volent honteusement les travailleurs immigrés, les paient au-dessous du tarif, les obligent à faire 13, 14, 15 et 16 heures de travail par jour, les assassinent dans des accidents du travail, faute

de mesures de sécurité élémentaires ?

Est-ce que les assassins de Ben Barka ont été punis ?

Et les tueurs de Charonne ? Et les flics qui ont assassiné 200 Algériens à Paris le 17 octobre 1961 ? Est-ce qu'on a puni les C.R.S. assassins des ouvriers Beylot et Blanchet à Sochaux en Mai 68, du jeune lycéen marxiste-léniniste Gilles Tautin ? Est-ce qu'on a jugé les matraqueurs et fusilliers qui ont défiguré et éborgné l'étudiant Deshayes ?

Il faut s'organiser pour s'opposer aux expulsions des deux camarades, le camarade algérien Heridi Messaoud et le camarade étudiant africain Abdoulaye.

En pratiquant la terreur envers les ouvriers immigrés le pouvoir des patrons et ses flics espèrent les intimider afin de les empêcher de s'organiser. En réprimant les étudiants révolutionnaires africains, le pouvoir fascisant de l'impérialisme français veut maintenir sa domination sur ses néo-colonies africaines.

La meilleure riposte c'est de s'organiser encore plus contre l'exploitation capitaliste.

Signons la pétition exigeant l'annulation des expulsions et tenons nous prêts à l'imposer par tous les moyens.

Renforçons le comité solidarité travailleurs immigrés du C.O.P.I.

C.D.H.R. - C.O.P.I.

MARCELLIN COMPLICE !

Le mardi 9 mars, la pègre fasciste d'« Ordre Nouveau » avait décidé de tenir un meeting où elle prétendait regrouper 10 000 personnes.

Dès 20 heures, les nervis fascistes de noir vêtus, armés de longues perches se regroupent, des flics discutent amicalement avec eux.

Les anti-fascistes se rassemblent et bientôt s'élève le mot d'ordre : « Le fascisme ne passera pas ! »

Ils ne sont alors qu'environ 1 000.

Les fascistes chargent à deux reprises. Ils lancent une puissante grenade offensive. Près de nous un anti-fasciste aura sa chaussure déchiquetée par l'explosion.

Puis ce sont 5 000 ou 6 000 anti-fascistes qui sont regroupés, jeunes et plus âgés, en grande majorité des étudiants, lycéens. Alors la situation des nazis devenant périlleuse, les gardes-mobiles interviennent pour les protéger. Ils reculèrent mais ripostèrent en tirant des grenades à bout portant.

Après le quadrillage du quartier, les gardes-mobiles chargent sauvagement, après avoir morcelé les manifestants.

Le journal bourgeois « Paris-Jour » dira : « Dans une rue avoisinante la place de la porte de Versailles, les policiers ont pourchassé une centaine de gauchistes et les ont même lynchés, laissant largement des taches de sang sur la chaussée ».

Le meeting nazi se sera donc tenu, regroupant au plus 700 individus, grâce à la protection des flics de Marcellin envoyés par le gouvernement.

La presse bourgeoise ment lorsqu'elle prétend qu'ils se sont interposés. Flics et fascistes ont collaboré dans leur sale besogne. Des anti-fascistes agressés par les nazis ont été remis par ceux-ci aux gardes-mobiles, nous en sommes témoins mais on a pu le voir aussi à la télévision !

Quinze jours après les propos de Tommasini, cela doit nous appeler à accroître notre vigilance. Cela montre une fois de plus que le danger fasciste vient de l'Etat et que c'est d'abord contre la fascisation de celui-ci qu'il faut lutter.

Et ce combat, seule la classe ouvrière, en entraînant les intellectuels et les masses populaires, est capable de le mener de façon conséquente.

Aussi pour lutter contre la fascisation, arrachons la classe ouvrière au révisionnisme, qui à la lutte contre les fascistes préfère les discussions à bâtons rompus à la radio avec les représentants du gouvernement.

LA CLASSE OUVRIÈRE ECRA-SERA LES FASCISTES !

Témoignage de militants H.R.

Nous avons reçu d'autres témoignages de camarades qui s'étaient rendus sur place. Nous ne pouvons les publier tous mais nous les remercions vivement.

DÉROULEMENT DE LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS AGRICOLES GUADELOUPÉENS

UN POUR TOUS ! TOUS POUR UN !

L'Union des Travailleurs Agricoles (U.T.A.) est une organisation syndicale guadeloupéenne qui s'est constituée à l'initiative de militants syndicalistes et de la masse des ouvriers agricoles qui ne faisaient plus confiance aux organisations révisionnistes et réformistes.

Le 12 décembre 1970, une Assemblée générale adoptait le programme de revendications des travailleurs agricoles (ouvriers agricoles, petits planteurs, colons partiaires). Mais le représentant des usiniers, Claverie, refusa de recevoir la délégation de l'U.T.A. désignée pour lui présenter les doléances exprimées dans ce programme.

L'U.T.A. déclencha alors la grève totale illimitée.

À la mi-janvier 1971, le mouvement était unanime et très solide à Sainte-Rose, Lamentin, Baie-Mahault, Petit-Bourg, Goyave, Capesterre ainsi qu'en Grande-Terre.

Mais dans la nuit du 18 au 19 janvier commençaient des provocations. Des inscriptions apparaissaient sur certains murs ne représentant nullement les positions des grévistes, mais cependant signées de l'U.T.A.

Le conseil syndical de l'U.T.A. s'empressa de démentir sa prétendue paternité de ces slogans, notamment du mot d'ordre « Tous contre l'usine » qu'il n'avait jamais lancé et qui visait à semer le trouble parmi les travailleurs agricoles.

Le 22 janvier 1971, les « centrales C.G.T. et C.F.D.T. de la Guadeloupe » diffusaient un tract commun signé de leurs secrétaires généraux H. Songeons pour la C.G.T. et E. Democrite pour la C.F.D.T. Ce tract consistait dans un « communiqué aux travailleurs agricoles » dont le but visait à faire cesser la grève. En voici un extrait particulièrement significatif :

« ... Depuis quelques jours, des groupuscules, sans aucune représentativité dans le secteur canne, conduits par un renégat de l'action syndicaliste ouvrier, par la menace et les rodomontades, ont empêché le déroulement normal de la coupe. Ces groupuscules dont le caractère opportuniste de la création est évident à la veille des municipales, voudraient s'arroger le monopole de la défense des travailleurs. »

La C.G.T.-G. et la C.F.D.T. conscientes de leurs responsabilités envers la classe ouvrière n'ont jusqu'à présent pas répondu à ces provocateurs, méprisant ainsi leur surenchère démagogique.

L'intérêt profond des travailleurs commande désormais que les véritables syndicalistes coupent court aux menées spectaculaires de ces gens qui ne cherchent qu'à diviser le mouvement ouvrier pour le plus grand profit du capitalisme oppresseur, et qui par leur action, risquent de porter un coup fatal au secteur économique le plus important de la Guadeloupe dont un syndicaliste responsable et compétent ne peut ignorer les difficultés actuelles... Plus que jamais nous sommes décidés à respecter les accords de salaires que nous avons signés de plein droit et dans l'intérêt de la classe ouvrière... Un tel texte est éloquent et témoigne avec éclat de la collusion des révisionnistes avec l'exploitation colonialiste à la Guadeloupe.

Le 29 janvier 1971, l'U.T.A. ripostait par un tract intitulé « Persévérons dans la lutte jusqu'à la victoire ! » La grève tenait bon, la manœuvre révisionniste avait échoué, l'U.T.A. révélait qu'elle comptait 800 adhérents « dans le secteur canne » et que de nouveaux adhérents rejoignaient ses rangs chaque jour plus nombreux.

Elle soulignait que les capitalistes usiniers réalisent chaque année des centaines de millions de profit sur la sueur et la misère des travailleurs agricoles. Elle retournait l'accusation de « provocateurs » et « aventuriers » contre Songeons et Democrite, tout en rappelant qu'hier la C.G.T.-G. accusait Democrite d'être un « agent du colonialisme » dans le journal « L'Étincelle » du 5 décembre 1970. L'U.T.A. concluait à ce propos « qui se ressemble s'assemble ! »

Le 27 janvier, devant l'inefficacité des bonzes C.G.T.-C.F.D.T., la gendarmerie entra à son tour en scène. Ses contingents s'installaient dès 4 heures 30 du matin aux abords des champs de canne. Mais les travailleurs agricoles continuaient à observer le mot d'ordre de grève.

Le 28 janvier, la radio diffusait un communiqué du préfet parlant de « perturbations imprévues qui ont empêché le déroulement normal » de la campagne sucrière et annonçant qu'il « avait donné des instructions très fermes » aux forces de police et de gendarmerie pour « faire respecter la liberté du travail ».

On en était à la pression et aux menaces « officielles » constituant une violation non surprenante du droit de grève et du droit syndical. L'U.T.A. appelait à rester vigilant, à faire échec à toute provocation et à poursuivre la grève jusqu'à l'aboutissement des justes revendications de tous les travailleurs agricoles, « unis à la base et dans l'action ». Elle maintenait sa juste devise « UN POUR TOUS, TOUS POUR UN ».

C'est alors qu'intervint un événement enthousiasmant. Les syndicats ouvriers du bâtiment C.F.D.T., C.G.T. et Fraternité Ouvrière publièrent un communiqué commun de salut et de solidarité avec les travailleurs agricoles en grève et leur syndicat, l'U.T.A. Ce communiqué disait notamment :

« ... Camarades, la lutte de nos frères du secteur agricole est aussi celle du prolétariat guadeloupéen en marche pour sa LIBÉRATION du joug douloureux de l'exploitation coloniale et capitaliste, en marche pour son INDÉPENDANCE. »

LES TRAVAILLEURS GUADELOUPEENS en général, et ceux du bâtiment en particulier, doivent s'unir étroitement pour imposer aux « pouvoirs publics » colonialistes et au patronat capitaliste une augmentation substantielle de salaires, permettant de supporter le niveau de vie de 40 % plus élevé qu'en France, au moment où la laitue importée coûte 17,60 F le kilo, plus cher que le kilo de beefsteack... le texte s'achevait dans le dialecte du pays :

« KANMARADES, la pa nou travail pou en bouché pin encô, cé ti-moune en nou ki en dangé, cé senti a fan'mes en nou é a mar'man nou ki ménacé !!! »

Cé pou ti-moune en nou te dé non'me é dé fan-me ké nou ga koumé réde !!!

DEMIN CE TAN NOU, KANMARADE agricole é di ballmen, KINBE REDE, PA MOLLÉ.

Pas un bout de canne, pas un grain de sucre, pas une goutte de rhum ! Tant que n'auront pas abouti nos revendications !!!

C.G.T. - C.F.D.T. - Fraternité Ouvrière. »

La preuve était faite que la pression des masses peut amener des organisations comme la C.G.T. ou la C.F.D.T. à adopter de justes positions tout en ouvrant les yeux de leurs dirigeants les plus honnêtes.

Le 6 février, le « syndicat des conducteurs d'engins tractés de l'usine Bonne-Mère » apportait à son tour son soutien à la grève des ouvriers agricoles et à l'U.T.A. Il précisait :

« ... Nous condamnons l'organisation du marché noir du travail par le patronat et certains géreurs, économes, qui vont racoler des brisures de grève dans les autres communes... et les font travailler comme des esclaves sous la surveillance des gendarmes, C.R.S. et légionnaires... »

En outre, ce syndicat condamnait sans réserve les arrestations opérées la veille, 5 février, par des légionnaires à Douillard (propriété de l'usine Grosse-Montagne) commune du Lamentin, dont « l'Humanité-Rouge » a longuement parlé dans son numéro 95 du 4 mars dernier.

À l'heure où nous rédigeons ce résumé de la grande lutte engagée par les ouvriers agricoles guadeloupéens, sous la direction de « l'Union des Travailleurs Agricoles », la grève continue et la lutte devient acharnée.

Dans un prochain numéro nous publierons les informations reçues de nos frères guadeloupéens, les seules conformes à la vérité.

Le 2 mars, les travailleurs du bâtiment ont à leur tour déclenché une grève générale illimitée pour l'augmentation de leurs salaires, sous la conduite d'une Intersyndicale du Bâtiment et des Travaux publics C.G.T., C.F.D.T. et Fraternité Ouvrière.

En tout état de cause, « l'Humanité-Rouge » appelle à briser le mur du silence fait en France par la bourgeoisie et les révisionnistes sur les luttes revendicatives et anti-colonialistes des peuples encore opprimés par l'impérialisme français, du peuple guadeloupéen dans le cas particulier.

Elle appelle à la solidarité financière en leur faveur, pour un juste soutien efficace. En effectuant un versement symbolique de 200 F auprès de l'Association Générale des Étudiants Guadeloupéens, « l'Humanité-Rouge » ne se doutait pas que cette somme si modeste représentait pourtant à elle seule le montant du salaire mensuel moyen d'un travailleur à la Guadeloupe !

Aussi appelle-t-elle de nouveau à souscrire, par son intermédiaire, pour le soutien des grévistes guadeloupéens. Les fonds reçus seront transmis à l'A.G.E.G. (Nous avons déjà reçu 1 000 F qui ont été aussitôt remis).

Vive la solidarité des travailleurs guadeloupéens et français dans leurs luttes contre leur ennemi commun, le capitalisme français !

LE PEUPLE GUADELOUPEEN VAINCRA !

MAURITANIE :

LE NÉO-COLONIALISME RÉPRIME LE PEUPLE !

Depuis plusieurs mois, la situation en Mauritanie est caractérisée par une offensive du régime Daddah contre le mouvement démocratique.

Les revendications des travailleurs mauritaniens sont :

1° Augmentation du pouvoir d'achat ; revendication d'autant plus justifiée qu'on se rappelle que les salaires sont bloqués DEPUIS DIX ANS, que le S.M.I.G. EST FIXE À 6 300 FRANCS C.F.A. (120 FRANCS FRANÇAIS) PAR MOIS ;

2° Libertés démocratiques et libertés syndicales notamment, exigence de tous les travailleurs décidés à s'organiser librement pour se défendre et à choisir eux-mêmes leurs directions. Ce droit fondamental n'a jamais été respecté en Mauritanie.

Le 10 janvier, un meeting organisé par les syndicats pour protester contre les licenciements abusifs des dockers et des ouvrières de l'Office mauritanien du Tapis et pour exiger le respect des libertés démocratiques et syndicales (tenue des congrès) est violemment dispersé par la police, qui arrête le lendemain 40 syndicalistes (dont les membres du Comité directeur). Les prisonniers sont sauvagement torturés (électricité, strangulation, et autres châtiments corporels). Plus de 300 fonctionnaires sont licen-

ciés ou suspendus. Presque tous les établissements secondaires sont fermés, les enfants sont souvent torturés, comme c'est le cas des élèves de l'école primaire de Tidjikja.

Près de deux mois après, la situation n'est toujours pas « calmée » comme l'espérait le régime. La répression n'a entamé en rien la combativité des travailleurs.

Les grèves se multiplient dans tous les secteurs et dans toutes les localités du pays.

Une manifestation a eu lieu à Nouakchott, comprenant en grande partie des chômeurs (et ils y sont nombreux dans la capitale) qui ont exprimé avec force leur volonté de lutter contre la situation actuelle et leur haine contre un régime dont l'irresponsabilité pousse à des actes de désespoir comme le suicide par le feu de Mohamed Malik O' Hamatt, jeune Mauritanien.

EN VOUS INFORMANT DE CES ÉVÉNEMENTS, LES ÉTUDIANTS MAURITANIENS EN FRANCE FONT APPEL À TOUS LES DEMOCRATES AFIN QUE L'ARBITRAIRE ERIGE EN SYSTÈME DE GOUVERNEMENT PAR O' DADDAH SOIT DÉNONCÉ, AFIN QUE SOIENT FLETRIES TOUTES LES VIOLATIONS AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES EN MAURITANIE... Paris, le 5 mars 1971.

A L'O.R.T.F., COMME PARTOUT DEMASQUONS LES BONZES SYNDICAUX !

Au moment où le fasciste Tomasini révélait clairement les objectifs de l'O.R.T.F., le journal bourgeois Le Monde du 13 février s'interroge vertueusement sur la « télévision aseptisée qu'on nous prépare » en révélant pour la première fois une décision du Conseil d'administration de l'O.R.T.F., où il est dit entre autres que « les programmes, qu'il s'agisse d'enquêtes, de documentaires, voire de fictions dramatiques, historiques ou humoristiques, ne doivent en aucun cas être le prétexte de polémiques ou de propagande politique. » (Les émissions politiques ayant leur place dans la partie des programmes réservée à l'« information »...)

Cette décision du Conseil d'administration de l'O.R.T.F. est une mesure de plus prise par le pouvoir des monopoles dans le processus de la fascisation, personne ne s'y trompe. Même les révisos qui s'indignent dans l'Humanité blanche du 17 février contre « ce texte d'une extrême gravité » ! Jusqu'au S.N.R.T. (syndicat C.G.T. de la télé) qui claironne triomphalement le même jour que « son analyse concernant ses inquiétudes sur la qualité des programmes et sa garantie par la liberté d'expression se voit confirmée par des articles publiés récemment. » Le

« hic » et il est de taille c'est que toutes ces bonnes âmes se dressent « avec indignation contre les atteintes à la liberté d'expression » le 17 février 1971, alors que :

1° La décision en question du Conseil d'administration date du 8 décembre 1970 ;

2° Et que, au Conseil d'administration, siègent les dirigeants syndicaux y compris le secrétaire général du S.N.R.T.-C.G.T.

Une fois de plus les bonzes syndicaux révèlent leur véritable visage, celui d'ennemis des travailleurs. De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui prennent conscience que pour abattre notre ennemi principal, le capitalisme, nous devons balayer ses laquais, les bonzes réformistes et révisionnistes.

Un Correspondant H.R.

DERNIÈRE HEURE

Le 10 mars 1971, l'Humanité blanche pose gravement la question de savoir si « on » va « assassiner toute liberté de création à l'O.R.T.F. » en révélant un « monstrueux projet de contrat pour les réalisateurs de télévision. » On est édifié par cette nouvelle « indignation » des révisionnistes quand on sait que ce projet fasciste a été rendu public le 12 février 1971.

LA LUTTE DES PAYSANS CONTINUE !

Ce dimanche 7 février, ils étaient 10 000 dans les rues de Toulouse, 10 000 paysans qui manifestaient pour exiger le droit de pouvoir vivre de leur travail, droit que leur refuse le pouvoir au service des intérêts des monopoles.

Les rangs des manifestants, étaient hérissés de pancartes et de banderoles qui formulaient vigoureusement cette exigence :

« La terre aux agriculteurs, non aux accapareurs », « U.D.R. au pouvoir — ruine des paysans »...

Les illusions ancrées sur la « bonne foi » des pouvoirs publics s'évanouissent de plus en plus pour laisser entraver de mieux en mieux leur complicité avec les gros capitalistes agrariens : les manifestants avaient jugé à bon escient, la traditionnelle motion au préfet totalement inutile !

Dans le Sud-Est, comme un peu partout en France, les petits et moyens paysans passent résolument à l'action. Seule la lutte paie !

Correspondant H.R., Toulouse

ÉTABLISSEMENTS TEYSSIER :

UN SOUTIEN... du « bout des lèvres »

La section de la Fédération de l'Éducation Nationale de la Haute-Loire appelle par une circulaire à tous les syndiqués, à la solidarité avec les travailleurs de Lapte et Sainte Sigolène, CECI APRES L'ARRÊT DE LA LUTTE !

On peut se demander si le soutien financier avait été organisé, pendant la lutte, si cela aurait pu permettre aux ouvriers de tenir davantage.

Mais sans doute les bonzes syndicaux de la F.E.N. ne voulaient-ils pas troubler le climat social avant les élections municipales.

Aucune popularisation de la lutte n'a été faite par la F.E.N. depuis le début de la grève. Pourquoi la F.E.N. a-t-elle attendu le départ de 80 gardes-mobiles de Roanne qui étaient logés au collège agricole d'Issingieux pour « protester énergiquement ».

De fait, la F.E.N. s'est opposée pendant la lutte exemplaire des ouvriers de Lapte et Sainte Sigolène au soutien qu'auraient pu apporter les enseignants, si le syndicat avait organisé la mobilisation.

Bas les masques !

Nous saurons réaliser malgré cette trahison des directions syndicales enseignantes l'UNION autour de la classe ouvrière en lutte.

Vive la juste lutte des travailleurs des Établissements Teyssier !

Rejoignez le Comité d'action des travailleurs de l'Enseignement de la Haute-Loire.

Un groupe d'enseignants marxistes-léninistes.

TOULOUSE : 2 000 manifestants

Vendredi 5, les lycéens de Toulouse en grève manifestent au nombre de 2 000. Ils demandent justice pour Richard Deshayes, la dissolution des brigades spéciales, la libération de Bernard Melier, récemment condamné à Toulouse, à 4 mois de prison, dont un ferme.

Manifestation également à Marmande. Les trotskistes de l'A.J.S. qui avaient réussi à se placer à la tête du mouvement, se sont comportés en dignes émules de leurs amis les révisos. Ils ont évité tout affrontement avec les forces de répression, et ont saboté la grève, qui ne s'est pas prolongée cette semaine.

A noter également les réactions des syndicats d'enseignants et des associations de parents d'élèves, qui vont de la condamnation franche et ouverte au soutien hypocrite (« Votre cause est juste, mais il faut la défendre autrement, par la concertation au sein de la commission permanente d'établissement, etc. »).

Correspondant H.R., Toulouse

A PROPOS DES MUNICIPALES

Bas les masques !

Nous avions reçu cet article d'un correspondant H.R. de Vierzon la semaine dernière au moment où notre précédent

numéro venait d'être bouclé ; nous n'hésitons pas à le publier avec un peu de retard : il garde toute sa saveur.

La presse locale nous apprend la constitution à Vierzon d'une liste dite d'union des « socialistes » et des « révolutionnaires », placée sous l'égide de « Lutte Ouvrière ».

On y remarque une forte proportion de candidats connus pour leurs convictions religieuses. Leur conception du monde se situe évidemment à mille lieues de celle des marxistes. Mais ils présentent, aux yeux des stratèges locaux du trotskysme, l'immense avantage d'être anti-staliniens.

Voilà donc qui explique tout. La figure de proue de ce demi-quarteron de « révolutionnaires » vend tous les dimanches matin la Vie catholique à la sortie de l'église Notre-Dame.

Intense propagande révolutionnaire comme l'on voit !...

Que chaque semaine cette ferveur propagandiste de l'idéologie bourgeoise empoisonne les cerveaux avec l'enseignement du catéchisme, cela ne semble pas gêner beaucoup (au contraire) les idéologues locaux de « Lutte Ouvrière ».

On remarque également sur la liste la présence d'une anti-communiste notoire, militante des « Citoyens du Monde », rassemblement de clowns dont pas un ouvrier sur mille n'a entendu parler,

allant des révisos aux gaullistes en passant par certains trotskystes.

(L'une des personnalités les plus marquantes sur le plan national est l'ancien ministre gaulliste Buron.)

Pour arborer le sourire électoral, les guignols de « Lutte Ouvrière » se mouillent dans tous les tripatouillages des politicards bourgeois.

Les railleries fusent de partout et des travailleurs qui avaient accordé leurs suffrages à Krivine font ainsi l'expérience de l'opportunisme congénital du trotskysme et affirment qu'ils ne se déplaceront pas le 14 mars.

Entre les révisos et les trotskystes, le refus de s'engager dans le cirque électoral rencontre de plus en plus d'échos dans les entreprises.

APPELONS LES TRAVAILLEURS A DEJOUER LE PIEGE DE L'ELECTORALISME ET A CRACHER DANS LA CUISINE PEU RAGOUTANTE SERVIE PAR LES POLITICARDS POURRIS ET TOUS LES ASPIRANTS NOTABLES.

QU'ILS S'UNISSENT A LA BASE ET DANS L'ACTION POUR FAIRE TRIOMPHER LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

Correspondant H.R. Vierzon

PETROLE (Suite de la page 4)

Regardons-y de plus près. « Relations privilégiées pour qui ? »

Il y a certes, des milliers de coopérants français en Algérie... mais il y a en France, des centaines de milliers de travailleurs algériens, sous-payés, logés dans des taudis ou des bidonvilles, ces travailleurs, qui partagent avec leurs frères portugais, espagnols, yougoslaves, etc., les travaux les plus sales, malsains et dangereux, sont une des pierres angulaires du capitalisme français. Leur départ éventuel serait une catastrophe pour les magnats de la sidérurgie, de l'automobile, de la Chimie, pour l'industrie du bâtiment, etc.

Et quand les racistes de « Minute » vocifèrent : « Dahors, les algériens ! » Plus d'un patron murmure en aparté : « pourvu qu'ils ne répondent pas chiche ! »

Relations privilégiées ? Pour les capitalistes, oui bien sûr... mais pour eux seulement. La preuve c'est que les portables du gouvernement français n'ont pas agité longtemps l'épouvantail des « représailles ».

Et ne nous attardons pas sur les jérémiades des trusts pétroliers qui se plaignent d'être « en position minoritaire ».

Même « minoritaires », les capitalistes français continueront à toucher de substantiels dividendes, qui viendront s'ajouter à l'indemnisation que leur versera le gouvernement algérien.

Et c'est sur ces pauvres bougres de l'Elf-Erap et de la CFP que notre bonne presse cherche à nous apitoyer ! Nous lui décarnerons une fois de plus le grand prix de l'humour involontaire.

La négociation qui se déroule à Tripoli entre les compagnies pétrolières et le gouvernement libyen s'ouvre sous de sombres présages pour les capitalistes.

Soutenus par les autres pays producteurs méditerranéens, les libyens formulent des exigences très précises :

— majoration de 80 % du prix payé à la production ;

— réinvestissement sur place de 60 % des profits réalisés par les compagnies exploitant le sol libyen ;

— délai maximum de deux semaines pour l'aboutissement des négociations. Passé ce délai, le gouvernement libyen se réserve d'agir unilatéralement et en conformité avec ses intérêts nationaux.

Aussi quand certains leaders de la bourgeoisie française agitent la possibilité de « se passer du pétrole algérien », ils commettent une nouvelle erreur.

Que! pays producteur accepterait au

jourd'hui de fournir au rabais le pétrole que les impérialistes ne pourraient plus se procurer en Algérie, en Libye, etc. ?

Les bourgeoisies nationalisées et les féodaux des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ne peuvent, et de plus en plus, ne pourront se maintenir au pouvoir qu'en reprenant à leur compte les aspirations des peuples de ces pays à l'indépendance nationale et à la récupération de leurs richesses économiques.

Et nous ne sommes plus au temps où il suffisait d'envoyer dans tout pays récalcitrant un bataillon de marines ou de légionnaires pour que tout « rentre dans l'ordre ».

Ces conquêtes économiques des pays hier encore colonisés affaiblissent de plus en plus gravement l'impérialisme. Elles ont été rendues possibles par la lutte révolutionnaire anti-impérialiste de tous les peuples du monde, dont la grande Chine populaire constitue l'immense et inexpugnable bastion. En retour elles constituent une aide objective aux peuples qui se battent les armes à la main contre les impérialistes, yankees en Indochine, français au Tchad et à la Guadeloupe, britanniques au Dhofar en Oman, en Irlande du Nord, et aussi au combat de la classe ouvrière et des peuples des pays impérialistes contre le pouvoir des monopoles.

C'est pourquoi les travailleurs et les progressistes français se réjouissent de cette nouvelle victoire des peuples naguère opprimés, soutiennent la juste décision du gouvernement algérien, pas important dans la liquidation du joug néo-colonialiste.

Hervé Kermoal

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)

En vente à la librairie

72, bd de Sébastopol - Paris (3^e)

« La Phénix »

(ou par notre intermédiaire)

(ajouter 15 % de port à toute commande)

PRÉCIEUX ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNE DE PARIS :

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI DU PROLÉTARIAT

Sans direction politique ou idéologique unifiée et centralisée, la Commune de Paris est restée dominée jusqu'à son héroïque dénouement par le culte de la spontanéité. Elle n'a pas bénéficié de la direction et de l'organisation d'un parti révolutionnaire prolétarien. La thèse marxiste-léniniste de la nécessité d'un tel parti, pour assurer la victoire de la révolution, réaffirmée par la pensée-maotsétoung, est justement un enseignement des plus importants fourni par l'échec de la première expérience de révolution prolétarienne de l'Histoire.

★

Emanation vivante de la volonté des masses populaires, la Commune de Paris apparut dans une période où le prolétariat, en tant que classe, n'avait pas encore atteint son plein développement ni sa maturité politique.

« Jusqu'en 1871, écrit Lénine, le capitalisme français était encore faiblement développé, et la France était en ce temps surtout un pays de petite-bourgeoisie (artisans, paysans, petits commerçants). »

La petite production dominait la vie économique à Paris ; les deux tiers de l'industrie étaient constitués d'entreprises minuscules ; 61 % des patrons n'avaient qu'un ouvrier et la moyenne des ouvriers par entreprise ne dépassait pas 4,5.

★

Trois courants essentiels ont marqué la Commune de Paris :

— Les *Blanquistes* et *Jacobins* formaient la majorité. Selon Engels, dans sa Préface de 1891 à *La guerre civile en France* :

« Ils portaient de ce point de vue qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés était capable, à un moment donné propice, non seulement de s'emparer du gouvernement de l'Etat, mais aussi, en déployant une grande énergie sans égard à rien, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la grouper autour de la petite troupe directrice. Pour cela il fallait avant tout autre chose, la plus sévère centralisation dictatoriale de tout le pouvoir dans la main du nouveau gouvernement révolutionnaire. »

L'idée de briser l'Etat bourgeois et de le remplacer par un Etat prolétarien était juste (et nouvelle), mais ne bénéficiait d'aucune expérience antérieure. Aussi la Commune ne comprit pas que le passage du pouvoir aux mains du prolétariat signifiait nécessairement le commencement de la guerre civile, entraînait forcément une résistance acharnée de la grande bourgeoisie.

Le Comité central de la Garde nationale, au lieu de détruire sur le champ le foyer de la contre-révolution, tenta une conciliation avec les Versaillais et préféra organiser le scrutin du 26 mars pour élire « la Commune ». Cette erreur permit à l'ennemi de se reprendre et de réorganiser ses forces.

— Les *Proudhoniens* rêvaient d'abolir tout pouvoir d'Etat. Ils étaient partisans de l'instauration généralisée de « communes » anarchistes.



Le 18 mars 1871, le peuple de Paris prend les armes et met les troupes de la bourgeoisie en déroute.

— Les *Marxistes* adhérents de la Fédération parisienne de l'Internationale (Association générale des travailleurs créée en 1864) se divisaient en deux tendances : les plus nombreux étaient plus influencés par Proudhon que par Marx. La minorité suivait Séraillé, délégué à Paris du Conseil général qui siégeait à Londres.

★

Cette situation reflétait la lutte de classes au sein même de la Commune, et pour sa direction, entre représentants du prolétariat naissant et représentants de la petite-bourgeoisie. Elle eut de graves conséquences : l'incapacité de la Commune de prévoir les événements, son incohérence théorique, l'irrésolution de certains de ses chefs, la confusion fréquente de son programme par suite de l'absence d'unité dans le gouvernement, des demi-mesures et du désordre de l'exécution ; ses luttes intestines enfin allant, le 16 mai, jusqu'à la rupture ouverte du front commun contre les Versaillais (protestation publique des 22 minoritaires contre la « dictature »).

Le culte de la spontanéité des masses engendra des pratiques opportunistes et libérales. Il se substitua à toute élaboration scientifique et tactique.

Engels devait souligner dans *La guerre des paysans* : « Le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, doit être pratiqué comme une science, c'est-à-dire étudié. »

Plus tard et après les explications de Lénine dans *Que faire ?*, Staline précisa dans *Les questions du léninisme* : « La condition préalable à la création de partis vraiment révolutionnaires en Europe occidentale consiste à anéantir cette falsification théorique (qu'est la thèse de la spontanéité). »

★

L'échec de la Commune tint donc, entre autres raisons, à l'absence d'un parti réellement organisé et centralisé, de contenu prolétarien, tel qu'allaient le réaliser plus tard Lénine, Staline, Mao Tsé-toung.

Cette grande leçon par la pratique

et par la négative fut d'ailleurs dégagée de façon remarquable par Marx et Engels dès les premiers mois qui suivirent le sanglant échec.

Avant l'événement, Marx recommandait aux ouvriers français de créer un solide parti prolétarien. Il les mettait en garde en même temps contre un soulèvement prématuré et inopportun. Mais lorsque le 18 mars 1871 « l'insurrection devint un fait acquis », Marx la soutint de toutes ses forces, non sans être convaincu de son inéluctable échec.

La section française de la Première Internationale était encore très faible tant du point de vue organisationnel que sur le plan de la théorie ; elle n'était pas en mesure de prendre la direction de la classe ouvrière en France. Toutefois ses militants les plus conséquents suivirent les conseils de Marx. Certains, appartenant à diverses nationalités, jouèrent un rôle dirigeant, aux côtés des Blanquistes et Proudhoniens, mais tombèrent sur les barricades, tels Eugène Varlin, Léo Frankel, Gustave Flourens, etc.

Une conférence secrète de l'Internationale eut lieu à Londres du 17 au 23 septembre 1871, en présence de Marx et Engels. Il était impossible de convoquer un congrès en raison de la terreur policière. Les partisans de Bakounine y trouvèrent prétexte pour refuser leur participation, en accusant faussement Marx de violation des Statuts. La discussion fut dominée par les enseignements de la Commune de Paris. Elle porta sur la lutte politique du prolétariat, la dictature du prolétariat, le rôle du parti.

La Conférence adopta une résolution très importante sur la nécessité de créer dans chaque pays un « parti politique du prolétariat », indépendant des formations bourgeoises ou petites-bourgeoises.

Dans les mois qui suivirent, les Bakouninistes se déchainèrent contre les décisions du « Conseil général » (direction de l'Internationale) et appelèrent à renverser sa « dictature ».

Ils rejetaient le principe du centralisme et exigeaient l'autonomie des sections nationales, refusant toute structure organisationnelle de caractère international.

Marx et Engels ripostèrent activement.

Du 2 au 7 septembre 1872, la Première Internationale tint son V^e Congrès à La Haye. Les Bakouninistes furent battus grâce à l'appui (entre autres) apporté à Marx et Engels par les Blanquistes survivants, qui avaient adhéré à l'Internationale après la Commune (Edouard Vaillant).

Le V^e Congrès confirma les décisions de la Conférence de Londres de 1871 sur « la constitution dans chaque pays d'un parti politique du prolétariat » destiné à combattre tous les partis des classes dirigeantes.

Bakounine fut exclu en raison de son activité fractionnelle. La conception et la nécessité du « parti révolutionnaire prolétarien » triomphaient.

Voici le passage de la résolution finale qui concrétisait cette victoire :

« Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. »

« Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes. »

« La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique doit aussi servir de levier aux masses de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités. »

« Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leur monopole économique et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat. »

★

Certains aspects de la situation actuelle en France ne rappellent-ils pas ce qui se passait il y a un siècle ?

Ne serait-ce que la lutte aiguë qui se développe, depuis mai-juin 1968, et même bien avant, entre partisans avoués ou dissimulés du spontanéisme correspondant à l'idéologie petite-bourgeoise d'une part et partisans de l'édification immédiate d'un authentique parti révolutionnaire prolétarien, dirigé par la classe ouvrière, unifié et discipliné par l'idéologie prolétarienne d'autre part ?

Notre époque a aussi ses Blanquistes et ses Proudhoniens, assurément sincères dans leur volonté de révolution, mais tout aussi dans l'erreur que ceux de 1871 vis-à-vis du caractère indispensable de cette arme de la révolution, qu'est un « parti du prolétariat », où la classe ouvrière doit nécessairement « diriger en tout » (Mao).

Entre le révisionnisme et l'opportunisme de droite d'une part, l'ultra-gauchisme et l'opportunisme de gauche d'autre part, il n'y a qu'une seule ligne juste : celle du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung. Que les enseignements de la Commune de 1871 aident tous les militants qui désirent préparer et faire triompher la révolution prolétarienne à trouver la juste voie !

Gaston LESPOIR